

**CONSULTATION PUBLIQUE DE L'AUTORITÉ DE  
RÉGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES  
ET DES POSTES RELATIVE  
AU PROJET DE DÉCISION PORTANT SUR LA  
DÉTERMINATION DES MARCHÉS PERTINENTS RELATIFS  
À LA TERMINAISON D'APPEL VOCAL SUR LES RÉSEAUX  
MOBILES FRANÇAIS EN MÉTROPOLÉ ET EN OUTRE-MER,  
LA DÉSIGNATION D'OPÉRATEURS EXERÇANT UNE  
INFLUENCE SIGNIFICATIVE SUR CES MARCHÉS ET LES  
OBLIGATIONS IMPOSÉS À CE TITRE POUR LA PÉRIODE  
2011-2013**

**RÉPONSE D'ORANGE FRANCE**

**11 OCTOBRE 2010**

**VERSION PUBLIQUE**

Orange France souhaite cependant apporter les commentaires suivants sur le projet de décision de l'Autorité relatif à la terminaison d'appel (TA) vocal sur les réseaux mobiles métropolitains.

**Le niveau de la Terminaison d'appel de Free devra être encadré au plus tard au second semestre 2011**

L'Autorité précise dans son projet de décision que l'opérateur Free Mobile n'est pas visé par la décision objet de la consultation « ... *Free Mobile, n'a pas encore déployé son réseau et ne fournit donc pas à ce jour de prestation de terminaison d'appel vocal vers des numéros mobiles. Or il n'est pas possible de réguler un marché qui n'est constitué d'aucune prestation effectivement offerte.* »

L'Autorité précise toutefois que « *Les raisonnements qui figurent dans l'exercice d'analyse pourront néanmoins être applicables à Free Mobile lorsqu'il fournira une telle prestation.* »

Par rapport au raisonnement développé par l'autorité, sur l'asymétrie notamment Orange France rappelle que

- le montant fixé pour la licence accordée à Free Mobile a déjà tenu compte de l'entrée tardive de Free mobile sur le marché
- pour déterminer le montant de l'Autorisation 3G de Free, le gouvernement s'est appuyé sur des études économiques calculant la Valeur actuelle nette d'un opérateur bénéficiant de tout ou partie (suivant les études) des trois avantages résultant de la 4ème licence (accès au sites 2G réutilisés pour la 3G, itinérance 2G, spectre à 900 MHz). Aucune des modélisations n'a pris en compte une éventuelle asymétrie au bénéfice de Free Mobile.
- Free Mobile ne subit aucun solde d'interconnexion défavorable susceptible de donner lieu à une compensation, d'une part parce qu'il n'est pas entré sur le marché, et d'autre part parce que ses concurrents ne mettent plus – et depuis plusieurs années – les offres on net particulièrement en avant.

**Orange estime dans ces conditions que la Terminaison d'Appel de Free Mobile devrait être alignée sur celle des autres opérateurs nationaux et ce dès la commercialisation de ses offres. Cette éventualité doit être prise en compte pour la détermination de l'encadrement tarifaire après le 1<sup>er</sup> juillet 2011.**

**A titre subsidiaire, si un niveau d'asymétrie devait être accordé à Free Mobile il ne devrait pas constituer une nouvelle « contrepartie » accordée à l'opérateur qui serait susceptible de créer des conditions discriminatoire au détriment de ses concurrents MNO ou MVNO. L'analyse quantitative développée par Orange dans sa précédente réponse conduit à une asymétrie inférieure à 0,1 cent€/min.**

### **L'existence d'un niveau de terminaison d'appel EZA est justifiée.**

Dans son projet de décision, l'Autorité rappelle que les opérateurs métropolitains distinguent le tarif de la terminaison d'appel selon le point d'interconnexion auquel l'opérateur de l'appelant livre le trafic à l'opérateur mobile de l'appelé.

C'est le cas d'Orange France qui propose dans ses conventions d'interconnexion deux niveaux de tarifs suivant le point de livraison de l'appel

- un tarif dit « intra zone arrière » (IZA), encadré par le plafond établi par l'Autorité facturé à l'opérateur de l'appelant (ou du transitaire) qui remet l'appel au niveau du point pertinent (au plus près de l'appelé)
- un tarif dit extra Zone Arrière (EZA) qui est appliqué pour l'ensemble des appels non « optimisés »

Comme précisé par Orange dans la réponse du 23 mars 2010 au questionnaire de préparation à l'analyse des marchés de terminaison d'appel vocale, cette distinction se justifie par

- d'une part la nécessité de mettre en place un **mécanisme de partage de charge**
- d'autre part, **le coût de routage** et de transit engendré par une livraison du trafic en un point éloigné de la destination finale l'appel, la grande majorité des communications vocales sur réseau mobile se terminant dans la même zone arrière que celle de l'appelant

Orange conteste en particulier l'assertion de l'Autorité selon laquelle « *seuls ces trois mêmes opérateurs [mobile métropolitains] dispose[raie]nt de la capacité à fournir une prestation de transit vers l'ensemble des opérateurs métropolitains de réseau* ». En effet, comme l'a d'ailleurs reconnu l'Autorité dans son analyse de marché 08-0896, le marché du transit est particulièrement concurrentiel, de plus chaque opérateur mobile propose des offres de colocalisation. L'opérateur de l'appelant a donc bien le choix entre se déployer sur l'ensemble des zones arrières ou faire appel à un ou plusieurs transitaires pour livrer le trafic que les zones sur lesquelles il n'a pas la volonté de se déployer.

Dans ce contexte, Orange s'étonne de ce que dans le document soumis à consultation figure l'assertion suivante « *cette pratique distinguant tarif IZA et tarif EZA pourrait constituer une forme de barrière à l'entrée pour un nouvel opérateur de réseau métropolitain qui, pour bénéficier de manière systématique du tarif IZA devrait s'interconnecter à l'ensemble des points d'interconnexion entrante des opérateurs métropolitains de réseau actifs à ce jour ou avoir recours à un prestataire de transit* »

**Il nous semblerait en effet pour le moins étonnant qu'un opérateur, au seul motif qu'il serait nouvel entrant sur le marché mobile, puisse bénéficier d'un avantage supplémentaire par rapport à ceux accordés dans son autorisation,** tout en obtenant d'une décision de l'Autorité que les prestations de transit auxquelles il doit normalement consentir (soit en déployant son réseau, soit en achetant cette prestation sur le marché du transit) soit assumées par ses concurrents.